

BOIS-HÉROULT. Le président du Sénat, Gérard Larcher vient soutenir sa famille politique

Gérard Larcher, président du Sénat, était, mardi 24 mai, en visite dans la 2^e circonscription de la Seine-Maritime, pour apporter son soutien à Jonas Haddad et sa suppléante Sabrina Goulay, maire de Sigy-en-Bray, à l'occasion des élections législatives qui vont se tenir les 12 et 19 juin prochains...

C'est tout d'abord à Avesne-en-Bray que le président du Sénat et les candidats ont fait étape, afin de découvrir la ferme gérée par Charlene Fourdinier et ses associés selon le principe de l'agroécologie. Puis ils ont ensuite fait route pour Bois-Héroult, pour une réunion publique, « dans ce lieu où souffle l'esprit d'un très grand académicien, Gabriel de Broglie », a souligné Gérard Larcher, à l'intention de l'épouse d'Édouard de Lamaze qui avait pour l'occasion mis à disposition le Grand Commun du château. Une réunion qui a été l'occasion pour Gérard Larcher d'analyser la situation du pays et des forces en présence, entre l'élection présidentielle et le scrutin des législatives.

Ramener les gens « à la table de la République »

« Le rendez-vous des 12 et 19 juin est celui du choix des candidats de terrain et de proximité », a-t-il tout d'abord observé, constatant que Jonas Haddad et sa suppléante ont justement ces qualités et rappelant que « la mission d'un député est bien sûr de voter la loi, contrôler l'action du gouvernement mais c'est aussi, et c'est très important, tisser un lien démocratique et une



Le président du Sénat Gérard Larcher est venu apporter son soutien aux candidats de la droite et du centre, sur la 2^e circonscription de la Seine-Maritime (Photo ©Isabelle Villy).

proximité avec les citoyens. À la lumière des résultats de la présidentielle, nous voyons cette attente et ce besoin ». Au vu des scores enregistrés par Marine Le Pen, notamment dans le pays de Bray, Gérard Larcher est convaincu que ce vote ne signifie pas que tous les électeurs sont « non républicains ». Selon lui, ce vote pour le Rassemblement National exprime « une inquiétude, des interrogations, un besoin de proximité. Les gens expriment le besoin que nous ne soyons pas loin d'eux, qu'ils aient le sentiment d'être encore à la table de la République et c'est bien à cette table de la République qu'il faut que nous les ramenions ». Gérard Larcher, au cours de rencontres de terrain ces dernières semaines a ainsi éprouvé le ressenti de personnes qui ont « le sentiment d'être

dans une France d'à côté, dans une France qui n'est plus attentive à eux ».

Emmanuel Macron : une victoire « indiscutable » mais pas un vote d'adhésion

Si le président du Sénat juge indiscutable la victoire d'Emmanuel Macron, il note toutefois que 46 % des votants du second tour n'ont pas exprimé un vote d'adhésion mais bien un rejet du Rassemblement National. « Les Français ont exprimé autre chose que de la confiance ou de l'espoir dans un projet et nous devons nous interroger quand, au premier tour, 60 % de ceux qui votent, votent pour des candidats issus de formations politiques ou de courants d'idées qui ne s'ins-

crivent pas dans l'alternance démocratique », prévient Gérard Larcher qui voit dans ce vote, le retour « d'un vote de classe qu'on pensait oublié, un vote territorial entre deux France que tout finit par opposer ».

« La mélenchonisation de la Gauche est une déroute idéologique »

La situation actuelle du pays fait qu'effectivement, « le moral des Français est en berne » et que « la défiance face à l'avenir se situe à un niveau très élevé », a constaté Gérard

Larcher qui remarque que de nombreux indicateurs sont inquiétants. Le déséquilibre du commerce extérieur en fait partie tout comme « la dépense publique qui tangente 60 % de notre produit intérieur brut. Nous avons eu un budget qui nous a été présenté en dépenses non sociales de 455 milliards, financées par 155 milliards de déficit ! Auxquels se sont ajoutés 24 milliards pour faire face à la crise énergétique et dans quinze jours, 15 milliards supplémentaires pour répondre au sujet indispensable qu'est le pouvoir d'achat », a détaillé le président du Sénat, qui prévient qu'il va être impératif de « tracer et construire une trajectoire de retour à l'équilibre si nous ne voulons pas, dans quelques années, nous retrouver dans la Grèce d'il y a quelques années ».

Des sujets inquiétants, qui vont « nous exploser au visage »

Revenir à la raison s'agissant de dépense publique, répondre à la préoccupation du pouvoir d'achat mais aussi gérer l'urgence de certaines situations : telle est l'équation qui va se poser dans les jours à venir et Gérard Larcher pointe du doigt certains sujets inquiétants, qui vont « nous exploser au visage », comme l'accueil des malades dans les services d'urgences des hôpitaux et des cliniques.

Face à cela, Gérard Larcher estime que la Droite et le Centre ont leur rôle à jouer : « Notre ancrage territorial doit nous permettre de repartir, de conquérir et c'est ce que vous représentez tous les deux », a-t-il exprimé à l'intention de Jonas Haddad et Sabrina Goulay.

Et le président du Sénat refuse la configuration généralement présentée dans les médias, d'une France « divisée en trois blocs politiques, entre majorité présidentielle un peu attrape-tout et les deux extrêmes. Comment imaginer une démocratie où la seule opposition à l'Assemblée nationale appartiendrait à La France Insoumise ou au Rassemblement National ? », interroge-t-il, ajoutant que « la mélenchonisation de la Gauche est une déroute idéologique. La nouvelle Union Populaire écologique et sociale n'est qu'une alliance électorale sans lendemain ». Et Gérard Larcher déplore qu'en « rejoignant La France Insoumise, les Socialistes ont abandonné ce qui les a construits, les grandes figures de leur histoire mais aussi ce qui fait du Parti Socialiste, un parti responsable. Ils ont tourné le dos à l'Europe, au nucléaire, à la laïcité, à l'économie de marché régulée ».

« Gare au quoi qu'il en coûte par rapport au quoi qu'il advienne »

Avoir pour seule boussole « l'intérêt du pays », c'est le message que Gérard Larcher a délivré à sa famille politique centriste et de droite, pour construire « une opposition républicaine, alerte, mobilisée, engagée, ouverte ». Ne jamais dire oui par discipline, et non par dogmatisme, telle est l'approche conseillée par le président du Sénat qui estime qu'il « faut se mettre au travail. Gare à l'argent gratuit, gare à l'inflation, gare au quoi qu'il en coûte par rapport au quoi qu'il advienne ».